

Document

USA / UE : ce que les médias n'ont jamais dit...

(par Pierre Hillard)

17.02.2013

L'annonce par le Président Obama lors de son discours sur l'état de l'Union, le 12 février 2013, du lancement d'une zone de libre-échange transatlantique a déclenché une série d'articles et de commentaires dans les médias français. Ces derniers découvrent subitement l'existence d'un projet permettant l'émergence d'une zone représentant 40 % du PIB mondial et assurant environ 700 milliards de dollars d'échanges de biens et de services entre l'Ancien et le Nouveau monde. Bien entendu, cette presse française est incapable de relever les acteurs véritables à l'origine de la déclaration du Président américain. N'oublions pas que ces dirigeants politiques ne sont que les porte-voix plus ou moins efficaces de l'oligarchie. Le président Obama, dans sa course à l'investiture présidentielle, préparait déjà le terrain en appelant à « *l'unité transatlantique* » dans un discours à Berlin en juillet 2008.

Outre le rôle de la Commission européenne, du Transatlantic Policy Network, des déclarations du Président Kennedy et de Richard de Coudenhove-Kalergi appelant à une « *Union atlantique* » évoqués dans notre article (« Vers le marché transatlantique »), il est utile de rappeler que l'accélération du processus s'est produite en 2002/2003 grâce à l'action de groupes de travail germano-anglo-américain, sous l'égide de la Fondation Bertelsmann. Notons qu'en dehors de ce milieu germano-anglo-saxon, nous trouvons quelques participants apatrides comme Mario Monti, Pascal Lamy, Jean-Claude Trichet ou encore Jean-Louis Gergorin. La parution de notre livre « *La décomposition des nations européennes* » avec le sous-titre « *De l'union euro-atlantique à l'État mondial* », en 2004, annonçait pour la première fois le processus d'unification euro-américain. Cet ouvrage n'a reçu aucun écho.

Véritable maître d'œuvre, la Fondation Bertelsmann a mis en place, en liaison avec le Center for Applied Policy Research (CAP), dès juillet 2002 à Berlin, deux groupes de travail : « *le groupe stratégique transatlantique pour l'économie, la finance et le commerce* » et « *le groupe stratégique transatlantique pour la sécurité* ». Toutes les recommandations résultant des travaux de ces experts, introduisant le concept de G-2, ont nourri la Commission européenne et les propos de l'administration et du Président Obama. L'ensemble de ce travail révolutionnaire a été publié dans un ouvrage de la Fondation Bertelsmann dont la couverture — une photo montage — représente les véritables protagonistes de l'affaire : les drapeaux américain, allemand et européen avec le bâtiment du Reichstag en arrière-fond.

En dehors de l'élaboration des structures économiques, financières, commerciales et politiques gérant les rapports de ce bloc euro-atlantique, ces travaux ont permis de mettre un terme à la zizanie entre dirigeants européens et américains suite à l'invasion de l'Irak en 2003. Le fameux axe Paris-Berlin-Moscou fut torpillé par l'Allemagne de Schröder qui, le 27 février 2004, signa avec le Président Bush « *L'Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle* », appelant, entre autres, à un axe euro-américain renforcé. À notre connaissance, il n'y eut pas un mot dans la presse française. Le journaliste John Vinocur a su parfaitement expliquer les raisons de cette réconciliation germano-américaine, véritable coup de poignard dans le dos de la France.

Enfin, rappelons que cette zone de libre-échange transatlantique, devant théoriquement aboutir en 2014/2015, se renforce au fur et à mesure que la régionalisation démantèle les États européens. Ces régions traitant de plus en plus avec Bruxelles — aux dépens des États nationaux — où se concentrent tant de lobbies américains, permettent à l'UE de parler d'une seule voix tout en démantelant les services publics. En 2000, le Prix Charlemagne accordé aux personnes œuvrant en faveur de la construction européenne fut attribué au... Président Clinton. Est-ce un hasard si le Président des États-Unis a évoqué avec enthousiasme et chaleur la nécessité de voir le processus de régionalisation se renforcer en Europe ? Quand on pense que, pendant des années, les européistes ont clamé que l'UE ferait contrepoids aux États-Unis, c'est vraiment l'hôpital qui se f... de la charité.